

TRACTATENBLAD

VAN HET

KONINKRIJK DER NEDERLANDEN

JAARGANG 1958 Nr. 94

A. TITEL

Administratief Akkoord tussen de Minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid van Nederland en de Directeur van het federaal Bureau van sociale verzekering van Zwitserland met betrekking tot de wijze van toepassing van het op 28 maart 1958 gesloten Verdrag inzake sociale verzekering; Bern/'s-Gravenhage, 28 maart/3 juni 1958

B. TEKST

Arrangement administratif relatif aux modalités d'application de la Convention entre le Royaume des Pays-Bas et la Confédération suisse sur les assurances sociales, signée le 28 mars 1958

En application des articles 15, paragraphe premier, lettre *a*, et 16, paragraphe 2, de la Convention entre le Royaume des Pays-Bas et la Confédération suisse sur les assurances sociales du 28 mars 1958 (appelée ci-après „Convention”), les hautes autorités administratives des Hautes Parties contractantes, à savoir

— du côté néerlandais:

Le Ministre des Affaires Sociales et de la Santé Publique,
Monsieur J. G. SUURHOFF,

— du côté suisse:

L'Office fédéral des assurances sociales représenté par Monsieur
Arnold SAXER, Directeur dudit office,

ont arrêté, d'un commun accord, les dispositions suivantes concernant les modalités d'application de la Convention:

TITRE I

Dispositions générales

Article premier

1. Sont désignés comme organismes de liaison au sens de l'article 15, paragraphe premier, lettre *a*, 2e phrase, de la Convention:

1. En Suisse:

a. Pour l'assurance vieillesse et survivants suisse et pour l'assurance invalidité, vieillesse et survivants pour les salariés et l'assurance vieillesse générale néerlandaises, la Caisse suisse de compensation à Genève, appelée ci-après „Caisse suisse”;

b. Pour l'assurance en cas d'accidents du travail, de maladies professionnelles et d'accidents non professionnels suisse et pour l'assurance accidents du travail et maladies professionnelles néerlandaise, la Caisse nationale suisse d'assurance contre les accidents à Lucerne, appelée ci-après „Caisse nationale”.

2. Aux Pays-Bas:

a. Pour l'assurance invalidité, vieillesse et survivants pour les salariés et l'assurance vieillesse générale néerlandaises et pour l'assurance vieillesse et survivants suisse, la „Sociale Verzekeringsbank” à Amsterdam, appelée ci-après „Sociale Verzekeringsbank”;

b. Pour l'assurance accidents du travail et maladies professionnelles néerlandaise et pour l'assurance en cas d'accidents du travail, de maladies professionnelles et d'accidents non-professionnels suisse, la „Sociale Verzekeringsbank”.

2. Les hautes autorités administratives des Hautes Parties contractantes se réservent le droit de désigner d'autres organismes de liaison.

Article 2

1. Les personnes envoyées sur le territoire de l'autre pays conformément à l'article 3, paragraphe 2, lettre *a*, de la Convention, doivent établir par une attestation sur formule spéciale, destinée aux organismes compétents dudit pays, que leur séjour n'a qu'un caractère temporaire et que par conséquent les prescriptions des législations du pays du siège de l'entreprise, énumérées à l'article premier de la Convention, continuent à leur être applicables.

2. Lorsque plusieurs personnes sont envoyées ensemble et pour la même période dans l'autre pays, une attestation collective peut leur être délivrée.

3. L'attestation prévue aux paragraphes 1 et 2 est délivrée:

a. aux personnes envoyées aux Pays-Bas, par l'organisme d'assurance suisse compétent qui envoie une copie de cette attestation à la „Sociale Verzekeringsbank”;

b. aux personnes envoyées en Suisse par la „Sociale Verzekeringsbank” qui envoie une copie de cette attestation à la Caisse suisse, à l'intention de la caisse de compensation suisse compétente, et à la Caisse nationale.

4. L'attestation prévue aux paragraphes 1 et 2 doit être produite par le représentant de l'employeur dans l'autre pays, si un tel représentant existe, sinon par l'intéressé lui-même.

5. Dans les cas prévus par l'article 3, paragraphe 2, lettre *a*, 2e phrase, de la Convention, une demande visant à maintenir l'application des législations du pays du siège de l'entreprise doit être adressée par les employeurs intéressés, en Suisse à l'Office fédéral des assurances sociales, aux Pays-Bas au Ministre des Affaires Sociales et de la Santé Publique, qui statueront sur ladite demande après consultation réciproque.

La décision prise par chacune de ces autorités sera notifiée à l'autre qui en informera les organismes d'assurance intéressés.

TITRE II

Assurance invalidité vieillesse et survivants

I. Ressortissants néerlandais résidant aux Pays-Bas et pouvant prétendre une prestation de l'assurance vieillesse et survivants suisse ou demander le remboursement des cotisations versées à cette assurance

A. Introduction des demandes et détermination des rentes

Article 3

1. Les ressortissants néerlandais résidant aux Pays-Bas qui prétendent une rente de l'assurance vieillesse et survivants suisse doivent adresser leur demande à la „Sociale Verzekeringsbank”. Les demandes doivent être présentées sur les formules mises à la disposition de la „Sociale Verzekeringsbank” par la Caisse suisse. Les indications données par le requérant dans sa demande doivent, en tant que cela est prévu dans la formule, être étayées de pièces justificatives ou confirmées, sur la formule même, par l'autorité compétente néerlandaise.

2. Les demandes qui seraient présentées auprès d'une autorité néerlandaise autre que la „Sociale Verzekeringsbank” doivent être transmises sans retard à cette dernière.

Article 4

1. La „Sociale Verzekeringsbank” vérifie, dans la mesure du possible, si la demande est établie de façon exacte et complète et atteste la véracité des indications du requérant sur la formule. Elle transmet ensuite la demande à la Caisse suisse; la transmission de la demande remplace la transmission des pièces justificatives, pour autant qu'elle ne soit pas prévue expressément dans la formule.

2. La „Sociale Verzeekeringsbank” demande en même temps à la Caisse suisse les renseignements qui lui sont nécessaires pour l’application de l’article 10 de la Convention.

Article 5

La Caisse suisse statue sur la demande et fait parvenir sa décision au requérant. Elle en envoie une copie à la „Sociale Verzeekeringsbank” en y joignant, dans la mesure du possible, les renseignements que cette dernière lui avait demandés conformément au paragraphe 2 de l’article 4.

Article 6

Les ressortissants néerlandais résidant aux Pays-Bas adressent leurs recours contre les décisions de la Caisse suisse ou leurs appels contre les jugements des autorités suisses de première instance, soit directement aux autorités judiciaires compétentes suisses, soit à la „Sociale Verzeekeringsbank”.

Dans ce dernier cas la „Sociale Verzeekeringsbank” après avoir mentionné la date de réception sur le mémoire de recours ou d’appel le transmettra à la Caisse suisse à l’intention des autorités judiciaires compétentes suisses. L’enveloppe qui a servi à l’expédition sera également transmise.

B. Paiement des rentes

Article 7

La Caisse suisse verse directement aux bénéficiaires néerlandais résidant aux Pays-Bas et aux échéances prévues par la législation suisse les prestations qui leur sont dues.

Article 8

Les frais relatifs au paiement des prestations, frais bancaires, frais des offices de change ou autres peuvent être récupérés sur les bénéficiaires par la Caisse suisse dans les conditions fixées par la haute autorité administrative suisse.

C. Dispositions spéciales

Article 9

1. Les ressortissants néerlandais résidant au Pays-Bas qui touchent une rente de l’assurance vieillesse et survivants suisse doivent communiquer sans délai à la Caisse suisse, soit directement, soit par l’entremise de la „Sociale Verzeekeringsbank”, tout changement dans leur situation personnelle ou familiale pouvant modifier le droit à la rente ou son montant.

2. La „Sociale Verzeekeringsbank” fera parvenir sans délai les communications qui lui parviennent à la Caisse suisse.

3. La „Sociale Verzekeringsbank” fera parvenir de son propre chef à la Caisse suisse les renseignements de même nature qui seraient parvenus à sa connaissance par d’autres voies.

D. Remboursement des cotisations

Article 10

1. Les ressortissants néerlandais résidant aux Pays-Bas qui font valoir un droit au remboursement des cotisations payées à l’assurance vieillesse et survivants suisse en vertu de l’article 6, paragraphe 3, de la Convention doivent adresser leur demande à la Caisse suisse par l’entremise de la „Sociale Verzekeringsbank”.

A cet effet les dispositions des articles 3 à 8 du présent Arrangement sont applicables par analogie.

2. La Caisse suisse traite comme des demandes de remboursement des cotisations les demandes de rentes présentées par des ressortissants néerlandais ne satisfaisant pas aux conditions mises au droit à la rente à l’article 6, paragraphes 1 et 2, de la Convention.

II. Ressortissants suisses et néerlandais résidant en Suisse et pouvant prétendre une rente de l’assurance néerlandaise invalidité, vieillesse et survivants pour les salariés ou une pension de l’assurance vieillesse générale néerlandaise

A. Introduction des demandes et détermination des rentes et des pensions

Article 11

1. Les ressortissants suisses et néerlandais résidant en Suisse qui prétendent une rente de l’assurance néerlandaise invalidité, vieillesse et survivants pour les salariés ou une pension de l’assurance vieillesse générale néerlandaise doivent adresser leur demande à la Caisse suisse. Les demandes doivent être présentées sur les formules mises à la disposition de la Caisse suisse par la „Sociale Verzekeringsbank”. Les indications données par le requérant dans sa demande doivent, en tant que cela est prévu dans la formule, être étayées de pièces justificatives ou confirmées, sur la formule même, par l’autorité compétente suisse.

2. Les demandes qui seraient présentées auprès d’une autorité suisse autre que la Caisse suisse doivent être transmises sans retard à cette dernière.

3. Est considéré comme jour d’introduction de la demande celui de sa réception par l’une des autorités citées aux paragraphes 1 et 2.

Article 12

La Caisse suisse vérifie, dans la mesure du possible, si la demande est établie de façon exacte et complète et atteste la véracité des

indications du requérant sur la formule. Elle transmet ensuite la demande à la „Sociale Verzekeringsbank” en y joignant, pour l’application de l’article 10 de la Convention, un relevé des périodes d’assurance suisses d’après les indications dont elle dispose. La transmission de la demande remplace la transmission des pièces justificatives.

Article 13

La „Sociale Verzekeringsbank” statue sur la demande et fait parvenir sa décision au requérant. Elle en envoie une copie à la Caisse suisse.

Article 14

Les ressortissants suisses et néerlandais résidant en Suisse adressent en double exemplaire leurs recours contre les décisions de la „Sociale Verzekeringsbank” ou leurs appels contre les jugements des autorités néerlandaises de première instance soit directement aux autorités judiciaires néerlandaises compétentes, soit à la Caisse suisse.

Dans ce dernier cas la Caisse suisse après avoir mentionné la date de réception sur le mémoire de recours ou d’appel transmettra le mémoire de recours au „Raad van Beroep” à Amsterdam et le mémoire d’appel au „Centrale Raad van Beroep” à Utrecht. L’enveloppe qui a servi à l’expédition sera également transmise.

B. Paiement des rentes et des pensions

Article 15

La „Sociale Verzekeringsbank” verse directement aux bénéficiaires résidant en Suisse et aux échéances prévues par la législation néerlandaise les prestations qui leur sont dues.

Article 16

Les frais relatifs au paiement des prestations, frais bancaires, frais des offices de change ou autres peuvent être récupérés sur les bénéficiaires par la „Sociale Verzekeringsbank” dans les conditions fixées par la haute autorité administrative néerlandaise.

C. Dispositions spéciales

Article 17

1. Les ressortissants suisses et néerlandais résidant en Suisse qui touchent une rente ou une pension des assurances néerlandaises doivent communiquer sans délai à la „Sociale Verzekeringsbank” soit directement, soit par l’entremise de la Caisse suisse, tout changement dans leur situation personnelle ou familiale pouvant modifier le droit à la rente ou à la pension ou leur montant.

2. La Caisse suisse fera parvenir sans délai les communications qui lui parviennent à la „Sociale Verzekeringsbank”.

3. La Caisse suisse fera parvenir de son propre chef à la „Sociale Verzekeringsbank” les renseignements de même nature qui seraient parvenus à sa connaissance par d’autres voies.

D. Contrôle médical et administratif

Article 18

1. La Caisse suisse fait procéder en Suisse à la demande et sur les indications précises de la „Sociale Verzekeringsbank” aux examens médicaux ainsi qu’aux autres enquêtes nécessaires à la détermination et au maintien du droit aux prestations.

2. Les frais résultant d’examens médicaux, d’expertises et constatations médicales, de mises en observation, ainsi que les frais de déplacement nécessaires, sont remboursés par la „Sociale Verzekeringsbank” à la Caisse suisse.

III. Ressortissants suisses et néerlandais résidant dans un pays tiers pouvant prétendre une prestation des assurances néerlandaises ou suisses

Article 19

1. Les ressortissants suisses qui ne résident ni en Suisse ni aux Pays-Bas et qui, en vertu de l’article 9, paragraphe 3, de la Convention, peuvent prétendre une prestation des assurances néerlandaises invalidité, vieillesse et survivants, adressent leur demande directement à la „Sociale Verzekeringsbank” en y joignant les pièces justificatives requises par la législation néerlandaise.

2. Les ressortissants néerlandais qui ne résident ni aux Pays-Bas ni en Suisse et qui, en vertu de l’article 9, paragraphe 3, de la Convention, peuvent prétendre une prestation de l’assurance vieillesse et survivants suisse, adressent leur demande directement à la Caisse suisse en y joignant les pièces justificatives requises par la législation suisse.

3. La „Sociale Verzekeringsbank” dans les cas prévus au paragraphe premier et la Caisse suisse dans les cas prévus au paragraphe 2 statuent sur la demande, transmettent leur décision et effectuent le paiement de la prestation directement à l’ayant droit, conformément aux accords de paiement existant entre le pays de l’organisme débiteur et le pays tiers. Les articles 5 et 13 sont applicables.

TITRE III

Assurance-accidents

Article 20

1. Les ressortissants néerlandais résidant aux Pays-Bas qui prétendent une prestation de l’assurance-accidents suisse adressent leur demande soit à la „Sociale Verzekeringsbank” qui la transmet à la

Caisse nationale, soit directement à cette caisse. La décision de cette caisse sera communiquée directement au requérant; un double en sera adressé à la „Sociale Verzekeringsbank”.

2. Les ressortissants suisses et néerlandais résidant en Suisse qui prétendent une prestation de l'assurance-accidents néerlandaise adressent leur demande soit à la Caisse nationale qui la transmet à la „Sociale Verzekeringsbank”, soit directement à la „Sociale Verzekeringsbank”. La décision de cette dernière sera communiquée directement au requérant; un double en sera adressé à la Caisse nationale.

3. Les ressortissants suisses et néerlandais résidant dans un pays tiers qui, en vertu de l'article 14, paragraphe 2, de la Convention, peuvent prétendre une prestation de l'assurance-accidents suisse ou néerlandaise, adressent leur demande directement à l'organisme d'assurance compétent. L'article 19, paragraphe 3, est applicable par analogie.

Article 21

1. Les ressortissants néerlandais résidant aux Pays-Bas adressent leurs recours relatifs aux prestations de l'assurance-accidents suisse ou leurs appels contre les décisions d'un tribunal cantonal d'assurance à la „Sociale Verzekeringsbank” qui transmettra les recours au Tribunal cantonal des assurances à Lucerne et les appels au Tribunal fédéral des assurances à Lucerne. L'enveloppe qui a servi à l'expédition sera également transmise.

2. Les ressortissants suisses et néerlandais résidant en Suisse adressent en double exemplaire leurs recours contre les décisions de la „Sociale Verzekeringsbank” ou leurs appels contre les jugements des autorités néerlandaises de première instance soit directement aux autorités judiciaires néerlandaises compétentes, soit à la Caisse nationale.

Dans ce dernier cas la Caisse nationale après avoir mentionné la date de réception sur le mémoire de recours ou d'appel transmettra le mémoire de recours au „Raad van Beroep” à Amsterdam et le mémoire d'appel au „Centrale Raad van Beroep” à Utrecht. L'enveloppe qui a servi à l'expédition sera également transmise.

Article 22

1. La „Sociale Verzekeringsbank” fera procéder, sur demande de la Caisse nationale, aux enquêtes qui doivent être faites sur le territoire des Pays-Bas en vue de la fixation des prestations de l'assurance-accidents suisse.

2. La Caisse nationale fera procéder, sur demande de la „Sociale Verzekeringsbank”, aux enquêtes qui doivent être faites sur le territoire de la Suisse en vue de la fixation des prestations de l'assurance-accidents néerlandaise.

3. L'organisme d'assurance qui requiert l'enquête rembourse les dépenses effectives à l'organisme requis d'y procéder.

Article 23

Les dispositions du présent Arrangement concernant le paiement des rentes des assurances invalidité, vieillesse et survivants sont applicables par analogie au paiement des rentes de l'assurance-accidents suisse ou néerlandaise.

Article 24

1. Si un assuré résidant dans l'un des pays a besoin, dans l'autre pays, des soins médicaux au sens de l'article 12 de la Convention, il s'adressera, en Suisse, à la Caisse nationale, aux Pays-Bas, à la „Sociale Verzekeringsbank”. Ces organismes accorderont les soins médicaux conformément aux prescriptions de leur propre législation.

2. A la demande de l'organisme d'assurance qui accorde les prestations, l'organisme d'assurance dont relève l'assuré lui rembourse ses frais par l'entremise de l'organisme de liaison compétent.

3. Lorsqu'il s'agit de travailleurs détachés d'un pays à l'autre, l'organisme de liaison du pays du lieu de travail procède d'office, conformément à l'article 16, paragraphe premier, de la Convention, à toutes les constatations nécessaires en vue de la fixation des prestations. Pour le remboursement des frais le paragraphe 2 du présent article est applicable.

TITRE IV

Dispositions finales

Article 25

1. Sur demande, les organismes de liaison et les organismes d'assurance compétents des deux pays s'adressent réciproquement les renseignements et attestations dont ils pourraient avoir besoin en vue de la fixation de la prestation ou de la continuation de son paiement.

2. Les frais résultant d'examens médicaux, de mises en observation ainsi que les frais de déplacement nécessaires sont remboursés par l'organisme assureur qui requiert l'enquête selon les tarifs en vigueur pour l'organisme requis d'y procéder; ces remboursements doivent se faire dans les deux mois à partir de la réception de la liste de frais.

Article 26

Sous réserve des dispositions des articles 18, 22, 24 et 25 du présent Arrangement, les frais administratifs proprement dits résultant de l'application du présent Arrangement sont supportés par les organismes chargés de ladite application.

Article 27

Les formules prévues par le présent Arrangement sont établies d'un commun accord entre les hautes autorités administratives des deux Parties.

Article 28

Le présent Arrangement entrera en vigueur à la même date que la Convention entre la Confédération suisse et le Royaume des Pays-Bas sur les assurances sociales, signée à Berne le 28 mars 1958. Il aura la même durée que cette Convention.

Fait en double exemplaire, à Berne et à La Haye, en langue française le 28 mars et le 3 juin 1958.

*Le Ministre néerlandais des
Affaires Sociales et de la
Santé Publique*

(s.) J. G. SUURHOFF

*Le Directeur de l'Office
fédéral des assurances sociales*

(s.) SAXER

C. VERTALING

Administratief Akkoord met betrekking tot de wijze van toepassing van het op 28 maart 1958 ondertekende Verdrag tussen het Koninkrijk der Nederlanden en de Zwitserse Bondsstaat inzake sociale verzekering

Voor de toepassing van de artikelen 15, eerste lid, letter *a*, en 16, lid 2, van het Verdrag tussen het Koninkrijk der Nederlanden en de Zwitserse Bondsstaat inzake sociale verzekering van 28 maart 1958 (hierna genoemd „Verdrag”) hebben de hoge administratieve autoriteiten van de Hoge Verdragsluitende Partijen, te weten:

— van Nederlandse zijde:

De Minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid, de Heer J. G. SUURHOFF,

— van Zwitserse zijde:

Het federaal Bureau van sociale verzekering, vertegenwoordigd door de Heer Arnold SAXER, Directeur van genoemd Bureau,

in gemeen overleg de volgende regelen vastgesteld met betrekking tot de wijze van toepassing van het Verdrag:

TITEL I

Algemene bepalingen

Artikel 1

1. Worden aangewezen als verbindingsorganen in de zin van artikel 15, eerste lid, letter *a*, tweede zin, van het Verdrag:

1. In Zwitserland:

a. Voor de Zwitserse ouderdoms-, weduwen- en wezenverzekering en voor de Nederlandse invaliditeits-, ouderdoms-, weduwen- en wezenverzekering voor loonarbeiders en de algemene ouderdomsverzekering, de Zwitserse Compensatiekas te Genève, hierna genoemd „Zwitserse Kas”;

b. Voor de Zwitserse verzekering in geval van bedrijfsongevallen, beroepsziekten en niet-beroepsongevallen en voor de Nederlandse verzekering inzake bedrijfsongevallen en beroepsziekten, de Zwitserse nationale Kas van verzekering tegen ongevallen te Luzern, hierna genoemd „nationale Kas”.

2. In Nederland:

a. Voor de Nederlandse invaliditeits-, ouderdoms-, weduwen- en wezenverzekering voor loonarbeiders en de algemene ouderdomsverzekering en voor de Zwitserse ouderdoms-, weduwen- en wezenverzekering, de Sociale Verzekeringsbank te Amsterdam, hierna genoemd „Sociale Verzekeringsbank”;

b. Voor de Nederlandse verzekering inzake bedrijfsongevallen en beroepsziekten en voor de Zwitserse verzekering in geval van bedrijfsongevallen, beroepsziekten en niet-beroepsongevallen, de Sociale Verzekeringsbank.

2. De hoge administratieve autoriteiten van de Hoge Verdragsluitende Partijen behouden zich het recht voor andere verbindingsorganen aan te wijzen.

Artikel 2

1. De personen, uitgezonden naar het grondgebied van het andere land overeenkomstig artikel 3, lid 2, letter *a*, van het Verdrag, dienen aan de hand van een verklaring, opgenomen op een afzonderlijk formulier en bestemd voor de bevoegde organen van dat land, aan te tonen, dat hun verblijf slechts een tijdelijk karakter draagt en dat dientengevolge de voorschriften van de in artikel 1 van het Verdrag genoemde wettelijke regelingen van het land waar de zetel van de onderneming is gevestigd, op hen van toepassing blijven.

2. Wanneer verscheidene personen gezamenlijk en voor hetzelfde tijdvak naar het andere land worden uitgezonden, kan aan hen een collectieve verklaring worden uitgereikt.

3. De verklaring, bedoeld in de leden 1 en 2, wordt uitgereikt:
- a. aan personen, uitgezonden naar Nederland, door het bevoegde Zwitserse verzekeringsorgaan, dat een afschrift van die verklaring zendt aan de Sociale Verzekeringsbank;
 - b. aan personen, uitgezonden naar Zwitserland, door de Sociale Verzekeringsbank, die een afschrift van die verklaring zendt aan de Zwitserse Kas, ter attentie van de bevoegde Zwitserse compensatiekas, en aan de nationale Kas.
4. De verklaring, bedoeld in de leden 1 en 2, moet door de vertegenwoordiger van de werkgever in het andere land, indien er een zodanige vertegenwoordiger is, of anders door de belanghebbende zelf worden getoond.
5. In de gevallen, bedoeld in artikel 3, lid 2, letter a, tweede zin, van het Verdrag, dient een verzoek tot handhaving van de toepassing van de wettelijke regelingen van het land waar de zetel van de onderneming is gevestigd, door de betrokken werkgevers te worden gericht, in Zwitserland tot het federaal Bureau van sociale verzekering, in Nederland tot de Minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid, die, na elkaar te hebben geraadpleegd, over dat verzoek beslissen.
- De beslissing, door elk van die autoriteiten genomen, wordt aan de andere autoriteit medegedeeld, die de betrokken verzekeringsorganen daarvan in kennis stelt.

TITEL II

Invaliditeits-, ouderdoms-, weduwen- en wezenverzekering

I. In Nederland wonende Nederlandse onderdanen die aanspraak kunnen maken op een uitkering ingevolge de Zwitserse ouderdoms-, weduwen- en wezenverzekering of die terugbetaling kunnen verzoeken van de voor die verzekering betaalde premiebijdragen

A. Indiening van aanvragen en vaststelling van renten

Artikel 3

1. De in Nederland wonende Nederlandse onderdanen die aanspraak maken op een rente ingevolge de Zwitserse ouderdoms-, weduwen- en wezenverzekering, dienen hun aanvraag te richten tot de Sociale Verzekeringsbank. De aanvragen moeten worden ingediend op de formulieren die door de Zwitserse Kas ter beschikking van de Sociale Verzekeringsbank zijn gesteld. De verklaringen welke door de aanvrager in zijn aanvraag worden afgelegd, dienen, voor zover zulks op het formulier is aangegeven, door bewijsstukken te worden gestaafd of op het formulier zelf worden bevestigd door de bevoegde Nederlandse autoriteit.

2. De aanvragen, ingediend bij een andere Nederlandse autoriteit dan de Sociale Verzekeringsbank, dienen onverwijld aan deze laatste te worden doorgezonden.

Artikel 4

1. De Sociale Verzekeringsbank gaat, voor zover mogelijk, na, of de aanvraag juist en volledig is opgesteld en bevestigd op het formulier, dat de verklaringen van de aanvrager overeenkomstig de waarheid zijn. Zij zendt vervolgens de aanvraag door aan de Zwitserse Kas; de doorzending van de aanvraag vervangt het overleggen van bewijsstukken, voor zover dat overleggen niet uitdrukkelijk op het formulier is aangegeven.

2. De Sociale Verzekeringsbank vraagt gelijktijdig aan de Zwitserse Kas de inlichtingen die zij voor de toepassing van artikel 10 van het Verdrag nodig heeft.

Artikel 5

De Zwitserse Kas beslist over de aanvraag en doet haar beslissing aan de aanvrager toekomen. Zij zendt een afschrift daarvan aan de Sociale Verzekeringsbank en voegt daarbij, voor zover mogelijk, de inlichtingen die deze laatste haar overeenkomstig lid 2 van artikel 4 had gevraagd.

Artikel 6

De in Nederland wonende Nederlandse onderdanen richten hun klaagschriften tegen de beslissingen van de Zwitserse Kas of hun beroepschriften tegen de uitspraken in eerste aanleg van de Zwitserse autoriteiten hetzij rechtstreeks tot de bevoegde Zwitserse rechterlijke autoriteiten, hetzij tot de Sociale Verzekeringsbank.

In dit laatste geval zendt de Sociale Verzekeringsbank, na de datum van ontvangst op het klaagschrift of het beroepschrift te hebben vermeld, dit door aan de Zwitserse Kas, ter attentie van de bevoegde Zwitserse rechterlijke autoriteiten. De enveloppe die voor de verzending heeft gediend, wordt eveneens doorgezonden.

B. Betaling van renten

Artikel 7

De Zwitserse Kas betaalt op de vervaldagen, voorzien bij de Zwitserse wetgeving, aan de Nederlandse begunstigten die in Nederland wonen, de hun toekomende uitkeringen rechtstreeks uit.

Artikel 8

De kosten met betrekking tot de betaling van de uitkeringen, kosten van banken en deviezenkantoren en andere onkosten kunnen door de Zwitserse Kas op de begunstigten worden verhaald overeenkomstig de voorwaarden, vastgesteld door de Zwitserse hoge administratieve autoriteit.

C. Bijzondere bepalingen

Artikel 9

1. De in Nederland wonende Nederlandse onderdanen die een rente genieten ingevolge de Zwitserse ouderdoms-, weduwen- en wezenverzekering, dienen onverwijld de Zwitserse Kas, hetzij rechtstreeks, hetzij door bemiddeling van de Sociale Verzekeringsbank, in kennis te stellen van elke verandering in hun persoonlijke omstandigheden of in die van hun gezin, welke het recht op of het bedrag van de rente kan wijzigen.

2. De Sociale Verzekeringsbank doet de mededelingen welke haar bereiken, onverwijld toekomen aan de Zwitserse Kas.

3. De Sociale Verzekeringsbank doet uit eigen beweging de Zwitserse Kas de inlichtingen van dezelfde aard toekomen die haar langs andere wegen bekend zouden worden.

D. Terugbetaling van premiebijdragen

Artikel 10

1. De in Nederland wonende Nederlandse onderdanen die op grond van artikel 6, lid 3, van het Verdrag een recht doen gelden op de terugbetaling van premiebijdragen, betaald voor de Zwitserse ouderdoms-, weduwen- en wezenverzekering, dienen hun aanvraag te richten tot de Zwitserse Kas door bemiddeling van de Sociale Verzekeringsbank.

Hiertoe zijn de bepalingen van de artikelen 3 tot en met 8 van dit Akkoord van overeenkomstige toepassing.

2. De Zwitserse Kas beschouwt als aanvragen om terugbetaling van premiebijdragen de aanvragen om renten, ingediend door Nederlandse onderdanen die niet voldoen aan de voorwaarden welke in artikel 6, leden 1 en 2, van het Verdrag voor het recht op de rente zijn gesteld.

II. In Zwitserland wonende Zwitserse en Nederlandse onderdanen die aanspraak kunnen maken op een rente ingevolge de Nederlandse invaliditeits-, ouderdoms-, weduwen- en wezenverzekering voor loonarbeiders of op een pensioen ingevolge de Nederlandse algemene ouderdomsverzekering

A. Indiening van aanvragen en vaststelling van renten en pensioenen

Artikel 11

1. De in Zwitserland wonende Zwitserse en Nederlandse onderdanen die aanspraak maken op een rente ingevolge de Nederlandse invaliditeits-, ouderdoms-, weduwen- en wezenverzekering voor loonarbeiders of op een pensioen ingevolge de Nederlandse algemene ouderdomsverzekering, dienen hun aanvraag te richten tot de Zwit-

serse Kas. De aanvragen moeten worden ingediend op de formulieren die door de Sociale Verzekeringsbank ter beschikking van de Zwitserse Kas zijn gesteld. De verklaringen welke door de aanvrager in zijn aanvraag worden afgelegd, dienen, voor zover zulks op het formulier is aangegeven, door bewijsstukken te worden gestaafd of op het formulier zelf worden bevestigd door de bevoegde Zwitserse autoriteit.

2. De aanvragen, ingediend bij een andere Zwitserse autoriteit dan de Zwitserse Kas, dienen onverwijld aan deze laatste te worden doorgezonden.

3. Als dag van indiening van de aanvraag wordt beschouwd de dag waarop deze door een van de autoriteiten als bedoeld in de leden 1 en 2 is ontvangen.

Artikel 12

De Zwitserse Kas gaat, voor zover mogelijk, na, of de aanvraag juist en volledig is opgesteld, en bevestigt op het formulier, dat de verklaringen van de aanvrager overeenkomstig de waarheid zijn. Zij zendt vervolgens de aanvraag door aan de Sociale Verzekeringsbank en voegt daarbij, voor de toepassing van artikel 10 van het Verdrag, een volledige opsomming van de tijdvakken van Zwitserse verzekering volgens de inlichtingen waarover zij beschikt. De doorzending van de aanvraag vervangt het overleggen van bewijsstukken.

Artikel 13

De Sociale Verzekeringsbank beslist over de aanvraag en doet haar beslissing aan de aanvrager toekomen. Zij zendt een afschrift daarvan aan de Zwitserse Kas.

Artikel 14

De in Zwitserland wonende Zwitserse en Nederlandse onderdanen richten hun klaagschriften tegen de beslissingen van de Sociale Verzekeringsbank of hun beroepschriften tegen de uitspraken in eerste aanleg van de Nederlandse autoriteiten in tweevoud hetzij rechtstreeks tot de bevoegde Nederlandse rechterlijke autoriteiten, hetzij tot de Zwitserse Kas.

In het laatste geval zendt de Zwitserse Kas, na de datum van ontvangst op het klaagschrift of het beroepschrift te hebben vermeld, het klaagschrift door aan de Raad van Beroep te Amsterdam en het beroepschrift aan de Centrale Raad van Beroep te Utrecht. De enveloppe die voor de verzending heeft gediend, wordt eveneens doorgezonden.

B. Betaling van renten en pensioenen

Artikel 15

De Sociale Verzekeringsbank betaalt op de vervaldagen, voorzien bij de Nederlandse wetgeving, aan de begunstigen die in Zwitserland wonen, de hun toekomende uitkeringen rechtstreeks uit.

Artikel 16

De kosten met betrekking tot de betaling van de uitkeringen, kosten van banken en deviezenkantoren en andere onkosten kunnen door de Sociale Verzekeringsbank op de begunstigden worden verhaald overeenkomstig de voorwaarden, vastgesteld door de Nederlandse hoge administratieve autoriteit.

C. Bijzondere bepalingen

Artikel 17

1. De in Zwitserland wonende Zwitserse en Nederlandse onderdanen die een rente of een pensioen genieten ingevolge de Nederlandse verzekeringen, dienen onverwijld de Sociale Verzekeringsbank, hetzij rechtstreeks, hetzij door bemiddeling van de Zwitserse Kas, in kennis te stellen van elke verandering in hun persoonlijke omstandigheden of in die van hun gezin, welke het recht op de rente of op het pensioen of hun bedrag kan wijzigen.

2. De Zwitserse Kas doet de mededelingen welke haar bereiken, onverwijld toekomen aan de Sociale Verzekeringsbank.

3. De Zwitserse Kas doet uit eigen beweging de Sociale Verzekeringsbank de inlichtingen van dezelfde aard toekomen die haar langs andere wegen bekend zouden worden.

D. Medische en administratieve controle

Artikel 18

1. De Zwitserse Kas gaat in Zwitserland op verzoek en volgens de nauwkeurige aanwijzingen van de Sociale Verzekeringsbank over tot de geneeskundige onderzoeken en tot andere onderzoekingen welke nodig zijn voor de vaststelling en het behoud van het recht op uitkeringen.

2. De kosten van geneeskundige onderzoeken, van geneeskundige verslagen en rapporten, van observatie in een ziekenhuis en de noodzakelijke reiskosten worden door de Sociale Verzekeringsbank aan de Zwitserse Kas vergoed.

III. In een derde land wonende Zwitserse en Nederlandse onderdanen die aanspraak kunnen maken op een uitkering ingevolge de Nederlandse of Zwitserse verzekeringen

Artikel 19

1. De Zwitserse onderdanen die noch in Zwitserland noch in Nederland wonen en die op grond van artikel 9, lid 3, van het Verdrag aanspraak kunnen maken op een uitkering ingevolge de Nederlandse invaliditeits-, ouderdoms-, weduwen- en wezenverzekering, richten hun aanvraag rechtstreeks tot de Sociale Verzekeringsbank en

voegen daarbij de bewijsstukken, vereist door de Nederlandse wetgeving.

2. De Nederlandse onderdanen die noch in Nederland, noch in Zwitserland wonen en die op grond van artikel 9, lid 3, van het Verdrag aanspraak kunnen maken op een uitkering ingevolge de Zwitserse ouderdoms-, weduwen- en wezenverzekering, richten hun aanvraag rechtstreeks tot de Zwitserse Kas en voegen daarbij de bewijsstukken, vereist door de Zwitserse wetgeving.

3. In de gevallen, bedoeld in het eerste lid, beslist de Sociale Verzekeringsbank en in de gevallen, bedoeld in het tweede lid, beslist de Zwitserse Kas over de aanvraag; de Sociale Verzekeringsbank, onderscheidenlijk de Zwitserse Kas, zendt haar beslissing door en gaat over tot de uitbetaling van de uitkering rechtstreeks aan de rechthebbende, overeenkomstig de betalingsakkoorden die van kracht zijn tussen het land van het orgaan dat de uitkering verschuldigd is, en het derde land. De artikelen 5 en 13 zijn van toepassing.

TITEL III

Ongevallenverzekering

Artikel 20

1. De in Nederland wonende Nederlandse onderdanen die aanspraak maken op een uitkering ingevolge de Zwitserse ongevallenverzekering, richten hun aanvraag hetzij tot de Sociale Verzekeringsbank, die deze doorzendt aan de nationale Kas, hetzij rechtstreeks tot deze kas. De beslissing van deze kas wordt rechtstreeks aan de aanvrager medegedeeld; een afschrift wordt gezonden aan de Sociale Verzekeringsbank.

2. De in Zwitserland wonende Zwitserse en Nederlandse onderdanen die aanspraak maken op een uitkering ingevolge de Nederlandse ongevallenverzekering, richten hun aanvraag hetzij tot de nationale Kas, die deze doorzendt aan de Sociale Verzekeringsbank, hetzij rechtstreeks tot de Sociale Verzekeringsbank. De beslissing van deze laatste wordt rechtstreeks aan de aanvrager medegedeeld; een afschrift wordt gezonden aan de nationale Kas.

3. De in een derde land wonende Zwitserse en Nederlandse onderdanen die op grond van artikel 14, lid 2, van het Verdrag aanspraak kunnen maken op een uitkering ingevolge de Zwitserse of Nederlandse ongevallenverzekering, richten hun aanvraag rechtstreeks tot het bevoegde verzekeringsorgaan. Artikel 19, lid 3, is van overeenkomstige toepassing.

Artikel 21

1. De in Nederland wonende Nederlandse onderdanen richten hun klaagschriften inzake de uitkeringen ingevolge de Zwitserse ongeval-

lenverzekering of hun beroepschriften tegen de beslissingen van een kantonnaal verzekeringstribunaal tot de Sociale Verzekeringsbank, die de klaagschriften doorzendt aan het kantonnaal Tribunaal van verzekeringen te Luzern en die de beroepschriften doorzendt aan het federaal Tribunaal van verzekeringen te Luzern. De enveloppe die voor de verzending heeft gediend, wordt eveneens doorgezonden.

2. De in Zwitserland wonende Zwitserse en Nederlandse onderdanen richten hun klaagschriften tegen de beslissingen van de Sociale Verzekeringsbank of hun beroepschriften tegen de uitspraken in eerste aanleg van de Nederlandse autoriteiten in tweevoud hetzij rechtstreeks tot de bevoegde Nederlandse rechterlijke autoriteiten, hetzij tot de nationale Kas.

In dit laatste geval zendt de nationale Kas, na de datum van ontvangst op het klaagschrift of het beroepschrift te hebben vermeld, het klaagschrift door aan de Raad van Beroep te Amsterdam en het beroepschrift aan de Centrale Raad van Beroep te Utrecht. De enveloppe die voor de verzending heeft gediend, wordt eveneens doorgezonden.

Artikel 22

1. De Sociale Verzekeringsbank gaat op verzoek van de nationale Kas over tot de onderzoeken die met het oog op de vaststelling van de uitkeringen ingevolge de Zwitserse ongevallenverzekering op het grondgebied van Nederland verricht dienen te worden.

2. De nationale Kas gaat op verzoek van de Sociale Verzekeringsbank over tot de onderzoeken die met het oog op de vaststelling van de uitkeringen ingevolge de Nederlandse ongevallenverzekering op het grondgebied van Zwitserland verricht dienen te worden.

3. Het verzekeringsorgaan dat het onderzoek vraagt, vergoedt de daaraan verbonden kosten aan het orgaan dat het verzoek om daartoe over te gaan heeft ontvangen.

Artikel 23

De bepalingen van dit Akkoord inzake de betaling van renten ingevolge de invaliditeits-, ouderdoms-, weduwen- en wezenverzekering zijn van overeenkomstige toepassing op de betaling van de renten ingevolge de Zwitserse of Nederlandse ongevallenverzekering.

Artikel 24

1. Indien een verzekerde die woont in een van beide landen, in het andere land geneeskundige hulp in de zin van artikel 12 van het Verdrag nodig heeft, richt hij zich in Zwitserland tot de nationale Kas, in Nederland tot de Sociale Verzekeringsbank. Deze organen kennen de geneeskundige hulp toe overeenkomstig de voorschriften van hun eigen wetgeving.

2. Op verzoek van het verzekeringsorgaan dat de uitkeringen toekent, worden hem door het verzekeringsorgaan waarbij de verzekerde is aangesloten, zijn onkosten vergoed door bemiddeling van het bevoegde verbindingsorgaan.

3. Wanneer het arbeiders betreft die van het ene land naar het andere land zijn uitgezonden, gaat het verbindingsorgaan van de plaats van tewerkstelling, overeenkomstig artikel 16, eerste lid, van het Verdrag, ambtshalve over tot vaststelling van alle gegevens nodig voor de bepaling van de uitkeringen. Voor de vergoeding van de kosten is lid 2 van dit artikel van toepassing.

TITEL IV

Slotbepalingen

Artikel 25

1. De verbindingsorganen en de bevoegde verzekeringsorganen van de beide landen zenden elkaar op verzoek de inlichtingen en verklaringen toe die zij met het oog op de vaststelling van de uitkering of de voortzetting van de uitbetaling daarvan nodig mochten hebben.

2. De kosten van geneeskundige onderzoeken, van observatie in een ziekenhuis en de noodzakelijke reiskosten worden door het verzekeringsorgaan dat het onderzoek vraagt, vergoed volgens de tarieven, geldend voor het orgaan dat het verzoek om daartoe over te gaan heeft ontvangen; deze vergoedingen dienen te worden verricht binnen twee maanden na de ontvangst van de onkostenlijst.

Artikel 26

Onder voorbehoud van de bepalingen van de artikelen 18, 22, 24 en 28 van dit Akkoord worden de eigenlijke administratiekosten, voortvloeiende uit de toepassing van dit Akkoord, gedragen door de organen die met die toepassing zijn belast.

Artikel 27

De in dit Akkoord bedoelde formulieren worden in gemeenschappelijk overleg tussen de hoge administratieve autoriteiten van de beide Partijen vastgesteld.

Artikel 28

Dit Akkoord zal in werking treden op dezelfde datum als het op 28 maart 1958 te Bern ondertekende Verdrag tussen het Koninkrijk der Nederlanden en de Zwitserse Bondsstaat inzake sociale verzekering. Het zal dezelfde werkingsduur hebben als dat Verdrag.

Gedaan in tweevoud te Bern en te 's-Gravenhage, in de Franse taal, op 28 maart en 3 juni 1958.

*De Nederlandse Minister van
Sociale Zaken en
Volksgezondheid,*

(w.g.) J. G. SUURHOFF

*De Directeur van het federaal
Bureau van sociale verzekering,*

(w.g.) SAXER

G. INWERKINGTREDING

De bepalingen van het Akkoord zullen ingevolge artikel 28 in werking treden op de dag waarop het hieronder in rubriek J genoemde Verdrag van 28 maart 1958 in werking treedt.

Wat het Koninkrijk der Nederlanden betreft, zal het Akkoord alleen voor Nederland gelden.

J. GEGEVENS

Het onderhavige Akkoord is tot stand gekomen op grond van de artikelen 15, eerste lid, letter *a*, en 16, lid 2, van het op 28 maart 1958 te Bern gesloten Verdrag tussen het Koninkrijk der Nederlanden en de Zwitserse Bondsstaat inzake sociale verzekering. Tekst en vertaling van dat Verdrag, met Aanvullend Protocol, zijn opgenomen in *Trb.* 1958, 65.

Voor de Nederlandse invaliditeits- en ouderdomsverzekering voor loonarbeiders als genoemd in de artikelen 1, eerste lid, letter *a*, en lid 2, letter *a*, 11, eerste lid, en 19, eerste lid, zie de Invaliditeitswet van 5 juni 1913 (*Stb.* 205), zoals gewijzigd, de Mijnwerkers-Invaliditeitswet van 21 april 1933 (*Stb.* 181), zoals gewijzigd, en de Wet tot aanvulling van renten krachtens de Invaliditeitswet van 15 juli 1948 (*Stb.* I 308), zoals gewijzigd.

Voor de Nederlandse algemene ouderdomsverzekering als genoemd in de artikelen 1, eerste lid, letter *a*, en lid 2, letter *a*, en 11, eerste lid, zie de Algemene Ouderdomswet van 31 mei 1956 (*Stb.* 281), zoals gewijzigd.

Voor de Nederlandse verzekering inzake bedrijfsongevallen en beroepsziekten als genoemd in artikel 1, eerste lid, letter *b*, en lid 2, letter *b*, van het Akkoord en voor de Nederlandse ongevallenverzekering als genoemd in de artikelen 20, leden 2 en 3, 22, lid 2, en 23 van het Akkoord zie de Ongevallenwet van 2 januari 1901 (laattelijk *Stb.* 1921, 700), zoals gewijzigd, de Land- en Tuinbouwongevallenwet 1922 van 20 mei 1922 (*Stb.* 365), zoals gewijzigd, en de Wet tot aanvulling der ongevallenrenten van 26 mei 1950 (*Stb.* K 191), zoals gewijzigd.

Uitgegeven de eerste augustus 1958.

De Minister van Buitenlandse Zaken,
J. LUNS.